



Confédération Paysanne
Franche-Comté

Plan d'urgence pour l'élevage : De l'essence dans le moteur mais un plan en panne de solutions durables

Confédération paysanne de Franche-Comté,
Le 24/07/2015

Ce plan de soutien aux éleveurs surendettés, notamment les jeunes, est certes nécessaire à court terme, cependant il ne doit pas servir à maintenir un système à bout de souffle et passer sous silence que tous les éleveurs sont aujourd'hui en crise, concernés par la baisse généralisée des prix.

Pour résoudre durablement cette crise, il faut stopper net cette politique de libéralisation délibérée qui a poussé au surendettement et met aujourd'hui en péril des dizaines de milliers d'éleveurs. On continue à favoriser la saturation des outils de production des entreprises agroalimentaires au détriment des éleveurs et des territoires.

Par ailleurs, il est illusoire de réactiver le mirage de l'export, dont les aléas (embargo russe, contraction des débouchés chinois) sont en grande partie responsables de la crise actuelle. Cela devient carrément cynique quand Manuel Valls envisage de profiter de la faiblesse actuelle des grecs pour conquérir leurs marchés agricoles.

Et que dire enfin du silence sur les accords de libre-échange en cours de négociations avec les États-Unis et le Canada. Aucun avenir pour les paysans européens face aux méga fermes-usines nord-américaines !

Le bon sens économique et paysan appelle à s'attaquer aux causes profondes de ces crises récurrentes, notamment par la maîtrise des volumes au niveau européen et la réorientation des politiques agricoles vers un autre modèle.

Ces aides seront donc à fonds perdus, comme la Cour des comptes en fait état dans son rapport, et ne serviront qu'à financer la restructuration et le plan de licenciement de l'agriculture à taille humaine mis en place par les industries agro-alimentaires.

Voici les propositions de la Confédération paysanne pour commencer à apporter des solutions à cette crise de l'élevage à court terme, à moyen et long terme :

- ✓ La revalorisation des prix mais en s'attaquant à ses réelles causes, et sans favoriser les paysans qui ont pris trop de risques avec un plan de désendettement ciblant les grandes fermes spécialisées, les gros investisseurs, les projets démesurés.
- ✓ La régulation des marchés à l'échelle européenne avec l'adaptation et l'ajustement dynamique de l'offre à la demande, la solidarité européenne et mondiale (refus des restitutions à l'exportation).
- ✓ La relocalisation des échanges, la stimulation de la demande en produits locaux (restauration collective) et une politique de substitution des importations (viande bovine et porc) plutôt que l'export à n'importe quel prix.
- ✓ La contractualisation complète tripartite du paysan jusqu'à la grande distribution en passant par les industriels permettant une prise en compte permanente des coûts de production des éleveurs, des indicateurs de fixation des prix objectifs et équitables.
- ✓ Une stratégie de création de valeur ajoutée et l'exigence de transparence au sein des filières
- ✓ L'arrêt des accords de libre-échange

Aujourd'hui, les filières laitières AOP franc-comtoises restent épargnées par la crise, du fait d'une certaine maîtrise de la production et d'une répartition de la plus-value entre tous les maillons de la filière qui permet de rémunérer équitablement tous les acteurs (producteurs, transformateurs et distributeurs). Mais rien n'est jamais acquis. Nous, paysans, devons continuer à nous impliquer dans ces filières en proposant des produits qui se démarquent par leur qualité, et rester vigilants à ce que la quantité de lait produite sur les fermes corresponde au potentiel du territoire.

Contacts : Marc ALLEMAND, porte-parole de la Confédération paysanne de Haute-Saône (06 83 35 08 00),
Jean-Michel BESSOT, membre de la Confédération paysanne du Doubs (06 84 77 81 27),
Nicolas GIROD, porte-parole de la Confédération paysanne du Jura (06 07 55 29 09).